



Règlement de consultation

**MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES.
Assistance au pilotage stratégique et mise en œuvre
opérationnelle d'un dispositif métropolitain de
mutualisation des offres de relogement**

NUMERO DE LA CONSULTATION : 74260146

PROCEDURE DE PASSATION : Appel d'offres ouvert

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS : le 06/11/2026 avant 12:00:00

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise par voie dématérialisée est obligatoire.

Afin d'accompagner les opérateurs économiques, la Métropole a rédigé un guide qui regroupe un ensemble d'informations essentielles tant sur le plan administratif que financier.

Lien de téléchargement : [Guide aux entreprises - « Lancez-vous dans les marchés publics ! »](#).

Dans le cadre de sa politique d'achat responsable, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER). Les candidats sont invités à en prendre connaissance via ce [lien de téléchargement](#).

SOMMAIRE

Article 1 - Forme et structure de la consultation	3
Article 2 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité	4
Article 3 - Durée du marché et autres délais	4
Mission 1 – Pilotage stratégique du relogement	4
Mission 1.1 – Appui au pilotage stratégique métropolitain du relogement	4
Mission 1.2 – Animation de la gouvernance métropolitaine du relogement	6
Mission 2 – Plateforme de mutualisation.....	6
Mission 2.1 –	6
Mission 2.2 – Centralisation et adéquation.....	7
Mission 2.3 – Animation de la plateforme.....	7
Mission 2.4 – Production de données.....	7
Article 4 - Mode de dévolution du marché	8
Article 5 - Mode de règlement et modalités de financement	9
Article 6 - Présentation des candidatures et des offres.....	9
6.1 Pièces de la candidature.....	9
6.2 Pièces de l'offre	10
6.3 Sous-traitance	14
Article 7 - Sélection des candidatures et des offres.....	15
7.1 Sélection des candidatures.....	15
7.2 Critères de jugement des offres.....	15
Article 8 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires.....	17
8.1 Contenu du dossier de consultation.....	17
8.2 Modification de détail du dossier de consultation.....	18
8.3 Renseignements complémentaires	18
Article 9 - Modalités d'envoi des plis	18
Article 10 - Copie de sauvegarde	19
Article 11 - Procédures de recours	20

Le présent marché consiste en l'assistance au pilotage stratégique et la mise en œuvre opérationnelle d'un dispositif métropolitain de mutualisation des offres de relogement sur la Métropole Aix Marseille Provence.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles.

Il s'agit d'un marché public composite correspondant :

- Pour partie à un marché ;
- Pour partie à un accord-cadre au sens de l'article R. 2162-2 et suivants du code de la commande publique conclu avec un opérateur économique.

La partie « *accord-cadre* » fixe toutes les stipulations contractuelles, il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les modalités d'émission des bons de commande figurent au cahier des charges valant acte d'engagement.

- Lieu d'exécution des prestations :
Territoire Métropolitain

- Lieu de livraison des prestations :
Territoire Métropolitain

Article 1 - Forme et structure de la consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des dispositions des articles R. 2124-1 et suivants du code de la commande publique.

Allotissement :

La présente consultation n'est pas allotie.

Quantité ou étendue du marché :

Le présent marché consiste en l'assistance au pilotage stratégique et la mise en œuvre opérationnelle d'un dispositif métropolitain de mutualisation des offres de relogement sur la Métropole Aix Marseille Provence.

Il s'agit de prestations d'assistance à l'accompagnement et au relogement temporaire ou définitif de ménages, dans le cadre d'arrêtés d'insalubrité, d'opérations d'amélioration de l'habitat et d'opérations d'aménagement urbain sur le périmètre de la métropole Aix Marseille Provence.

La description précise du besoin figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 2 - Considérations environnementales

Si des éléments à caractère environnemental ont été pris en compte

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de protection de l'environnement.

La démarche environnementale est prévue et détaillée au sein :

- d'un critère portant sur des caractéristiques environnementales au sein du présent règlement de la consultation au sens de l'article L. 2152-7 du code de la commande publique ;
- d'une clause environnementale au sein du CCAP, constituant une condition d'exécution du marché au sens de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique.

Article 3 - Clause obligatoire d'insertion par l'activité

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite utiliser sa commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion, prévue et détaillée dans le CCAP, constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique.

Afin de faciliter la mise en œuvre des objectifs d'insertion, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prévu un appui technique défini dans le CCAP.

Article 4 - Durée du marché et autres délais

Le marché public est passé pour une durée de 48 mois à compter de sa notification.

Le présent marché n'est pas reconductible.

Délais d'exécution :

Pour la partie forfaitaire

Les délais d'exécution des prestations sont de :

Mission 1 – ASSISTANCE À LA MÉTROPOLE POUR LE PILOTAGE, L'ANIMATION ET LA STRATÉGIE DU RELOGEMENT MÉTROPOLITAIN

Mission 1.1 – Appui au pilotage stratégique métropolitain du relogement

Mission	Livrables	Délais d'exécution
Mission 1.1	Note de cadrage stratégique initiale	Au plus tard dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché
Mission 1.1	Plan stratégique métropolitain de relogement (version initiale)	Au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification
Mission 1.1	Actualisation du plan stratégique	Mise à jour annuelle
Mission 1.1	Tableau de bord stratégique	Actualisation trimestrielle, à fournir dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la fin du trimestre

Mission 1.2 – Animation de la gouvernance métropolitaine du relogement

Mission 1.2	Supports de présentation des instances	À transmettre au plus tard 5 jours ouvrés avant chaque instance
Mission 1.2	Comptes rendus des COPIL / COTECH et des groupes de suivi relogement	À fournir dans un délai de 10 jours ouvrés après chaque instance
Mission 1.2	Notes d'alerte ou d'ajustement	À produire à la demande de la Métropole, dans un délai maximum de 15 jours ouvrés

Mission 1.3 – Animation partenariale

Mission	Livrables	Délais d'exécution
Mission 1.3	Supports des ateliers partenariaux	À fournir au moins 5 jours ouvrés avant l'atelier
Mission 1.3	Comptes rendus des ateliers	À fournir dans un délai de 10 jours ouvrés après l'atelier
Mission 1.3	Synthèses annuelles des ateliers	À fournir dans un délai de 1 mois suivant la fin de l'année
Mission 1.3	Fiches actions / recommandations	À produire dans un délai de 15 jours ouvrés après validation du besoin par la Métropole

Mission 2 – Plateforme de mutualisation

Mission 2.1 – Administration et évolution de la plateforme

Mission	Livrables	Délais d'exécution
Mission 2.1	Diagnostic de la plateforme et recommandations	À fournir dans un délai de 2 mois après notification
Mission 2.1	Documentation fonctionnelle et procédures	À fournir dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché puis mise à jour continue
Mission 2.1	Mise à jour des outils de suivi	Mise à jour continue avec point semestriel
Mission 2.1	Note annuelle d'évolution de l'outil	À fournir chaque année dans un délai de 1 mois dans les 3 premiers de l'année N+1

Mission 2.2 – Centralisation et adéquation des offres et des besoins en relogement

Mission	Livrables	Délais d'exécution
Mission 2.2	Tableau de suivi mensuel des offres et besoins	Production mensuelle, à fournir sous 10 jours ouvrés suivant la fin du mois
Mission 2.2	Suivi des indicateurs (délais, refus, blocages)	Mise à jour mensuelle
Mission 2.2	Document trimestriel d'activité	À fournir dans un délai de 15 jour ouvré suivant la fin du trimestre
Mission 2.2	Analyse trimestrielle adéquation offre/besoin	À fournir dans un délai de 15 jour ouvré suivant la fin du trimestre
Mission 2.2	Synthèse annuelle	À fournir dans un délai de 1 mois après la fin de l'année

Mission 2.3 – Animation de la plateforme

Mission	Livrables	Délais d'exécution
Mission 2.3	Supports d'animation	À fournir 5 jours ouvrés avant chaque session
Mission 2.3	Comptes rendus ateliers / formations	À fournir dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la fin de l'atelier
Mission 2.3	Plan d'amélioration continue	Mise à jour annuelle

Mission 2.4 – Production de données

Mission	Livrables	Délais d'exécution
Mission 2.4	Tableaux de bord opérationnels	Production semestrielle, sous 15 jours ouvrés
Mission 2.4	Notes d'alerte ciblées	À la demande, sous 15 jours ouvrés
Mission 2.4	Bilan annuel consolidé	À fournir dans un délai de 1 mois suivant la fin de l'année

Pour la partie accord-cadre

Pour la partie exécutée sous la forme d'un accord-cadre, les délais d'exécution des prestations seront précisés dans chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.2. du CCAG Prestations intellectuelles, les délais sont calculés en jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors samedis, dimanches et jours fériés).

Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 8 mois à compter de la date limite de réception des plis.

Article 5 - Mode de dévolution du marché

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se présenter en candidat unique ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire.

La forme du groupement après l'attribution du marché n'est pas imposée.

Les candidats se présentant en groupement d'entreprises sont informés que la forme du groupement conjoint sera imposée après l'attribution du marché. Le mandataire du groupement conjoint sera alors solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de paiement sur compte individuel, une répartition des paiements entre chacun des membres peut être fournie.

Article 6 - Mode de règlement et modalités de financement

Les stipulations relatives au mode de règlement, aux modalités de financement et au cautionnement figurent au CCAP.

Article 7 - Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, l'acheteur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

La signature n'est pas requise lors de la remise de l'offre.

Seul l'acte d'engagement devra être signé par l'opérateur ou le groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Le candidat peut cependant choisir de signer l'acte d'engagement dès le dépôt de son offre.

En cas de remise par voie dématérialisée, la signature électronique devra respecter les modalités mentionnées dans le règlement de la consultation et le guide de la dématérialisation. La signature PAdES est à privilégier.

S'agissant des dossiers transmis au titre de la candidature et de l'offre, afin de garantir un téléchargement optimal sur la plateforme de dématérialisation et pour permettre une bonne exploitation des informations, il est attendu des candidats qu'ils limitent leur envoi aux éléments indiqués au présent règlement de consultation, en pièces individuelles (et non regroupées en fichier unique) et sans qu'il comporte de pièces annexes non requises pour l'analyse.

Le candidat devra fournir un dossier complet constitué des pièces suivantes :

7.1 Pièces de la candidature

- Situation juridique :

Les déclarations, certificats et attestations prévus aux articles R. 2142-1, R. 2143-3 et R. 2143-11 du code de la commande publique permettant de vérifier que le candidat satisfait aux conditions de participation à la consultation (ces documents devront être fournis pour chacun des membres du groupement éventuel) :

- Une lettre de candidature (sur papier libre, DUME ou DC1 transmis en annexe) comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché (et le numéro du lot, le cas échéant).
Pour une soumission en groupement, les candidats indiqueront, par tous les moyens à leur convenance, la forme de leur groupement, l'identification des membres du groupement, la désignation du mandataire, ainsi que la répartition des prestations.
- Une déclaration sur l'honneur (sur papier libre, DUME ou DC1 transmis en annexe), pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2141-7 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Capacité économique et financière :

Conformément au II.- de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019, si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessous, il est autorisé à prouver sa capacité économique ou financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (sur papier libre, DUME ou DC2 transmis en annexe).

- Capacités techniques et professionnelles :

Conformément au I.- de l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019, l'acheteur exige la production des renseignements et documents suivants :

- Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- Dispositions communes aux conditions de participation :

Le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Pour les entreprises nouvellement créées, le candidat pourra fournir, comme « *preuve par équivalence* », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques et financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Le profil d'acheteur met à la disposition des candidats un coffre-fort électronique.

Les modalités d'utilisation sont précisées dans le guide de la dématérialisation joint au présent règlement de consultation.

Le formulaire DUME est disponible sur plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics.ampmetropole.fr>

7.2 Pièces de l'offre

Le candidat aura à produire les pièces suivantes :

L'acte d'engagement	En cas de groupement conjoint ou solidaire sans compte unique, la répartition des paiements entre le mandataire et ses cotraitants peut être indiquée. Un relevé IBAN/BIC pour chaque cotraitant devra être joint à l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire avec compte unique, il convient d'identifier le mandataire et de joindre un relevé IBAN/BIC au nom des différentes entreprises du groupement. Dans le cas où le relevé IBAN/BIC est au nom du mandataire, il doit y avoir une habilitation en faveur du mandataire.
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)	En cas de discordance entre le montant figurant dans l'acte d'engagement et la décomposition du prix forfaitaire seul le montant porté dans l'acte d'engagement prévaudra et les prix indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire seront rectifiés en conséquence. En cas de suspicion d'erreur purement matérielle, le candidat sera invité à confirmer les montants indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire. L'acte d'engagement sera rectifié en conséquence. Les prix seront présentés avec deux chiffres après la virgule (au centime d'euro près).¹
Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant détail quantitatif estimatif	

	En l'absence de détail quantitatif estimatif, si le candidat a remis le bordereau des prix unitaires complet, le détail quantitatif estimatif sera reconstitué par l'administration conformément aux prix indiqués dans le BPU. En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération. En cas de suspicion d'erreur purement matérielle, le candidat sera invité à confirmer le(s) prix unitaire(s) indiqué(s) dans le détail quantitatif estimatif. Le bordereau des prix unitaires sera corrigé en conséquence. Les prix seront présentés avec deux chiffres après la virgule (au centime d'euro près).¹
Le mémoire technique comprenant les éléments ci-dessous :	Toutes les rubriques du mémoire technique mentionnées ci-dessous doivent être traitées par les candidats. Il est rappelé que l'ensemble du mémoire technique sera rendu contractuel pour le titulaire du marché. Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné. Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.

Partie n° 1 du mémoire technique : Note méthodologique synthétique Afin de mesurer la qualité de la méthodologie et la compréhension du contexte et des enjeux de la prestation dans le territoire concerné, cette note devra, de façon générale mettre en avant l'approche d'ensemble proposée par le prestataire. Une compréhension des objectifs et des contraintes de la prestation ainsi que du contexte territorial et réglementaire sera également attendue. Par ailleurs, la note présentera en détails la méthode adoptée par le prestataire et les moyens d'actions mis en œuvre pour les deux missions (assistance au pilotage et à l'animation ainsi que pour la mission de conduite opérationnelle de la plateforme).	Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique : "Qualité de la méthodologie et compréhension du contexte et des enjeux de la prestation dans le territoire concerné"
Partie n° 2 du mémoire technique : Présentation de l'équipe dédiée Afin de mesurer la pertinence et l'adéquation de l'équipe mobilisée et de son organisation pour réaliser la prestation, le candidat devra préciser la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de l'ensemble des missions. Des expériences des membres de l'équipe sont attendues dans les domaines suivants : relogement, renouvellement urbain dans le parc privé comme dans le parc social et ingénierie sociale. A ce titre, cette présentation devra comprendre les CV des membres de l'équipe. Elle présentera un organigramme précis avec les interlocuteurs désignés qui détaillera les profils mobilisés et les compétences en lien avec le relogement et l'accompagnement des ménages, le Renouvellement urbain (NPNRU), et les politiques locales de l'habitat et du peuplement, Dans le cas d'un groupement, le candidat précisera le rôle de chaque cotraitant et les modalités de coordination interne.	Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique : "Pertinence et adéquation de l'équipe mobilisée et de son organisation pour exécuter les missions"

Le mémoire environnemental comprenant les éléments ci-dessous : Moyens et procédés mis en œuvre pour illustrer la Qualité et la pertinence de la démarche environnementale proposée par le candidat L'analyse portera sur la note méthodologique fournie par le candidat qui devra préciser sa stratégie globale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par la description des actions concrètes mises en œuvre par le candidat applicable aux déplacements des personnes affectées à la réalisation des prestations objet du présent marché incluant les mesures de limitation et d'optimisation des déplacements L'intégralité du mémoire environnemental doit être traité par les candidats. Il est rappelé que l'ensemble du mémoire environnemental sera rendu contractuel pour le titulaire du marché. Si l'un des éléments jugés fait l'objet d'une sous-traitance, il est nécessaire de l'indiquer dans le paragraphe concerné. Pour le jugement des offres, ne sera prise en compte que la sous-traitance déclarée.	Ces éléments du mémoire technique permettront d'analyser le sous-critère technique : “ <u>Qualité et pertinence de la démarche environnementale proposée par le candidat</u> »
L'annexe "Plan d'assurance sécurité (PAS)"	Ces éléments permettront de vérifier la conformité de l'offre. Ils ne font pas l'objet d'une analyse au titre de la valeur technique.

¹ Les prix seront présentés avec deux chiffres après la virgule (au centime d'euro près).

Lorsque le montant comporte des décimales au-delà du centime, les règles d'arrondi suivantes s'appliquent :

- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi s'effectue par défaut (vers le bas) ;
Exemple : 1 234,564 € devient 1 234,56 €.
- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi s'effectue par excès (vers le haut).
Exemple : 1 234,565 € devient 1 234,57 €.

7.3 Sous-traitance

En application de l'article L. 2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée, à condition de produire (sur papier libre ou DC4) :

- Un engagement écrit du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant mentionnant les éléments figurant l'article R. 2193-1 du code de la commande publique ;

- Une déclaration du sous-traitant justifiant qu'il n'est pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation.

Article 8 - Sélection des candidatures et des offres

8.1 Sélection des candidatures

La recevabilité des candidatures est examinée en application des articles R. 2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Les candidats doivent disposer :

- de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ;
- de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public. Ces conditions sont liées et proportionnées à l'objet du marché public ou à ses conditions d'exécution.

Les candidatures sont examinées au vu des éléments décrits à l'article "Pièces de la candidature" du présent document.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique ne seront pas admises.

Ainsi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

8.2 Critères de jugement des offres

Les offres sont examinées en fonction des critères pondérés suivants :

Le prix : pondération : 50 %

☒ La valeur technique : pondération : 45 %

☒ Sous-critère 1 : pondération : 60 %

Qualité de la méthodologie et compréhension du contexte et des enjeux de la prestation dans le territoire concerné

☒ Sous-critère 2 : pondération : 40 %

Pertinence et adéquation de l'équipe mobilisée et de son organisation pour exécuter les missions

☒ Environnement : pondération : 5 % *Qualité et pertinence de la démarche environnementale proposée par le candidat*

Les notes de chacun des critères Le prix HT, Valeur technique seront, par défaut, établies au centième.

- La valeur technique :

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction du (des) sous critère(s) pondéré(s) indiqué(s) ci-dessus.

Le(s) sous-critère(s) sera (seront) noté(s) suivant l'échelle de notation suivante :

- Note 1 très insuffisant
- Note 2 insuffisant
- Note 3 moyen
- Note 4 assez bien
- Note 5 bien
- Note 6 très bien

Chaque note fera l'objet d'une pondération conformément au(x) pourcentage(s) indiqué(s) plus haut.

NVT (note valeur technique globale) sera calculée en additionnant les notes pondérées obtenues pour chacun des sous-critères.

Dans le cas où aucun candidat n'obtient la note valeur technique globale (NVT) maximale (6), la note technique de l'offre (des offres) présentant la meilleure valeur technique sera systématiquement portée à 6.

Les notes des autres offres seront corrigées suivant une règle de trois de façon proportionnelle à la meilleure note, selon la formule : Note corrigée = (Note analysée x 6) / meilleure note avant correction.

NVTp (note valeur technique pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

- Le prix :

Le critère prix sera calculé en prenant en compte le montant global des prix en TTC.

Le critère prix sera apprécié au regard du détail quantitatif estimatif et du montant indiqué dans l'acte d'engagement.

La note correspondant au critère prix, sera proportionnelle au prix proposé par le candidat.

Le meilleur prix se verra attribuer la note la plus élevée, soit 6. Les notes seront ensuite dégressives proportionnellement au meilleur prix selon la formule suivante :

$NP = (\text{Meilleur prix} / \text{prix analysé}) \times 6$

NPp (note prix pondérée) sera obtenue en appliquant la pondération indiquée ci-dessus.

Lorsque la notation au centième conduit plusieurs candidats à obtenir une note correspondant au critère prix identique, alors que ceux-ci proposent des prix différents, la note correspondant au critère prix sera alors établie au millième (voire plus) afin de les départager.

Note globale :

La note globale N du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chaque critère :

$N = (NVTp + NPp)$

L'entreprise ayant la note globale N la plus élevée sera économiquement la plus avantageuse.

Lorsque la somme des notes pondérées de chacun des critères conduit plusieurs candidats à obtenir une note globale identique, la note prix sera alors établie au millième (voire plus) afin de les départager.

Justificatifs à fournir par le candidat auquel le marché a été attribué :

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti :

- Les documents figurant aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique

Si le candidat attributaire est un groupement d'entreprises, le mandataire devra produire un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Afin de faciliter et sécuriser la remise de ces pièces, le pouvoir adjudicateur met à disposition une plateforme de dépôt de ces documents, gérée par la société Aprovall. Il est vivement souhaité de l'attributaire la remise de l'ensemble de ces pièces sur la plateforme Aprovall.

L'utilisation de cette plateforme par le titulaire est entièrement gratuite. Afin de procéder aux démarches d'inscription, le titulaire du marché recevra un courriel d'Aprovall avec l'ensemble des informations nécessaires pour se connecter.

Article 9 - Contenu du dossier de consultation, modification du dossier de consultation et renseignements complémentaires

9.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- ☐ Le présent règlement de consultation et ses annexes (guide de la dématérialisation, DC1, DC2 et modèle annoté d'AE) ;
- ☐ L'acte d'engagement ;
- ☐ La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- ☐ Le bordereau des prix unitaires valant détail quantitatif estimatif ;
- ☐ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

- ☐ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
 - *Documents cadre de la gouvernance du relogement*
 - ☐ Annexe 1 : Charte Relogement
 - ☐ Annexe 2 : Convention de Mutualisation
 - ☐ Annexe 3 : Extrait d'éléments de cadrage
 - *Plateforme Relogement*
 - ☐ Annexe 4 : Bilan Trimestriel Plateforme
 - ☐ Annexe 5 : Détails Plateforme
 - Outils complémentaires
 - ☐ Annexe 6 : Outils de suivi Métropolitain
 - ☐ Annexe 7 : Guide du Relogement ANRU
- ☐ L'annexe PAS
- ☐ L'annexe sécurité et protection des données

9.2 Modification de détail du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ce délai de 6 jours sera décompté en jours francs à partir de la date de mise en ligne desdites modifications sur la plateforme de dématérialisation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Ces modifications seront transmises par voie électronique conformément à l'article "Renseignements complémentaires".

9.3 Renseignements complémentaires

Tout renseignement complémentaire sera communiqué par l'acheteur, 6 jours francs au plus tard avant la date limite de remise des offres pour autant que les demandes aient été reçues par l'acheteur 10 jours francs avant cette date.

Les demandes de renseignements devront être adressées **par la voie électronique** sur la plateforme de dématérialisation accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ampmetropole.fr> à la rubrique correspondant à la consultation référencée.

Aucune demande par courrier électronique ne sera acceptée.

Article 10 - Modalités d'envoi des plis

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire. Celle-ci devra être effectuée avant les date, heure et seconde limites de remise des plis indiquée en page de garde, dans les conditions présentées ci-dessous. Tout autre mode de transmission est interdit.

Concernant les exceptions à la dématérialisation (article R. 2132-7 du code de la commande publique), il convient de prévoir les modalités de dépôt « physique » appropriées (par exemple : échantillons).

La plateforme de dématérialisation des marchés publics est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ampmetropole.fr/>

Les candidats devront se référer aux indications portées sur le guide de la dématérialisation annexé au présent règlement de consultation afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée.

Transmissions successives de plis :

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, en cas de transmissions successives de plis, seul le dernier pli reçu sera analysé par l'acheteur.

En effet, quelle que soit la nature des transmissions successives, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Par conséquent, le dernier pli reçu par l'acheteur devra comporter l'ensemble des pièces de la candidature et de l'offre exigées par le présent règlement de consultation :

- Les éléments relatifs à la candidature sont listés à l'article "Pièces de la candidature" du présent règlement de consultation ;
- Les éléments relatifs à l'offre sont listés à l'article "Pièces de l'offre" du présent règlement de consultation.

En cas de soumission pour plusieurs lots :

* Concernant les documents relatifs à la candidature, le candidat peut :

- Soit remettre un seul exemplaire des documents relatifs à sa candidature pour l'ensemble des lots ;
- Soit remettre les documents relatifs pour chacun des lots pour lesquels il soumissionne.

* Concernant les documents relatifs à l'offre, le candidat doit :

- Remettre une offre pour chacun des lots pour lesquels il soumissionne.

Article 11 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle sera ouverte uniquement dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le dépôt donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

La remise de la copie de sauvegarde s'effectuera soit par envoi postal (en recommandé avec A.R ou par tout moyen permettant de donner date et heure certaines de réception et de garantir la confidentialité des documents), soit par remise directe contre récépissé de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 du lundi au vendredi (sauf jours fériés) aux adresses ci-dessous :

- Par remise directe (y compris Chronopost ou équivalent) :
Métropole Aix-Marseille-Provence
Direction de la Commande Publique – Service des Marchés
Immeuble « Le Balthazar »
2 boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc,
2ème étage Nord
13002 Marseille

- Par voie postale :
Métropole Aix-Marseille-Provence
Immeuble « Le Balthazar »
2 boulevard Euroméditerranée Quai d'Arenc,
Rdc
13002 Marseille

Article 12 - Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Marseille
Adresse postale : 31 rue Jean-François Leca, 13002 MARSEILLE
Téléphone : 04 91 13 48 13 – Télécopie : 04 91 81 13 87
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr
Site web : <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Le requérant peut saisir le tribunal administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Introduction des recours :

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert (application des articles L. 551-1 et suivants, et R .551-1 et suivants du code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L. 551-13 du code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L. 551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L. 551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative).

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L. 521-1 du code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, *Département de Tarn-et-Garonne*, n° 358994).

Médiation :

- Mission de conciliation : le tribunal administratif de Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L. 211-4 du code de justice administrative. Téléphone : 04 91 13 48 13.

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique : Préfecture de région (place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE CEDEX 06) – Téléphone : 04 84 35 40 00 – Site web : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur>